

## C. Administratief personeel

Bestuurssecretaris  
Correspondent-boekhouder  
Klerk  
Secretaris Radio-TV

## D. Directie

Directeur

## E. Cultureel personeel

Hoofdredacteur  
Journalist  
Producer  
Regisseur-omroeper  
Adjunct-fonothecaris

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST.

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[S-C — 27313]

F. 94 — 1486

19 MAI 1994. — Décret modifiant le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Dans le libellé de tous les articles du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, le mot « Exécutif » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, 1° *b*, les mots « l'article 123, § 5, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage » sont remplacés par les mots « l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage »;

2° au § 1er, 1° *c*, les mots « l'article 171octies ou 171nonies de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 » sont remplacés par les mots « l'article 101 ou les articles 103 et 104 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 »;

3° au § 1er, 1° *e*, les mots « l'article 171bis de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 » sont remplacés par les mots « l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 »;

4° au § 2, 1°, les mots « articles 134 à 138 ou 194 à 198 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 » sont remplacés par les mots « articles 51 et 52 ou 153 à 156 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ».

**Art. 3.** Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 2bis. Par dérogation à l'article 2, les emplois de formateur ou de moniteur affectés à des activités de formation, d'insertion ou de réinsertion socio-professionnelle dans les associations d'insertion socio-professionnelle, les entreprises d'apprentissage professionnel, les actions intégrées de développement assurant une formation par le travail, les écoles de devoirs et les associations d'alphabétisation, les centres d'éducation permanente, les ateliers protégés, les hébergements pour handicapés, les centres de revalidation, les centres de jour et les autres services agréés et subventionnés par le Fonds communautaire d'intégration sociale des handicapés et le Fonds des soins médico-socio-pédagogiques, peuvent être occupés par des demandeurs d'emploi qui, le jour de leur présentation par les services de placement de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, sont chômeurs complets, bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente complètes pour tous les jours de la semaine, ou bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Le Gouvernement wallon définit les secteurs d'activités visés à l'alinéa 1er. »

**Art. 4.** L'article 6, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Sans préjudice de l'application des §§ 4 et 5 et des articles 7 et 17, la Région prend en charge la rémunération des travailleurs prévue au § 1er et les cotisations prévues au § 2, après déduction d'une quote-part de l'employeur égale à 20 % si les travailleurs appartiennent au niveau 1, 15 % s'ils appartiennent au niveau 2+ ou 2, 10 % s'ils appartiennent au niveau 3 et 5 % s'ils appartiennent au niveau 4.

Pour l'employeur qui relève des secteurs d'activités suivants :

- 1° association d'insertion socio-professionnelle, entreprise d'apprentissage professionnel, action intégrée de développement assurant une formation par le travail;
- 2° école de devoirs et association d'alphabétisation;
- 3° atelier protégé;
- 4° centre d'éducation permanente;
- 5° hébergement pour handicapés;
- 6° centre de revalidation et centre de jour;

(1) Session 1993-1994 :

Documents du Conseil 224 (1993-1994) Nos 1 à 6.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 5 mai 1994.

Discussion — Vote.

7° service agréé et subventionné par le Fonds communautaire d'intégration sociale des handicapés et le Fonds des soins médico-socio-pédagogiques,  
la quote-part visée à l'alinéa 1er est réduite à 15 % si les travailleurs occupant les emplois de formateur ou de moniteur appartiennent au niveau 1, à 10 % s'ils appartiennent au niveau 2+ ou 2, 5 % s'ils appartiennent au niveau 3, tandis que la prise en charge par la Région est totale s'ils appartiennent au niveau 4. »

**Art. 5.** L'article 6, § 4, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. L'engagement de chômeurs complets indemnisés depuis deux ans au moins, sans interruption, permet à l'employeur qui les occupe de bénéficier, pendant une période de trois ans maximum, de la prise en charge par la Région de leur rémunération et des cotisations sociales y afférentes après déduction de 10 % s'ils appartiennent au niveau 1 et de 5 % s'ils appartiennent au niveau 2+, 2 ou 3, tandis que la prise en charge par la Région est totale s'ils appartiennent au niveau 4.

Pour l'employeur qui relève des secteurs d'activités suivants :

1° association d'insertion socio-professionnelle, entreprise d'apprentissage professionnel, action intégrée de développement assurant une formation par le travail;

2° école de devoirs et association d'alphabétisation;

3° atelier protégé;

4° centre d'éducation permanente;

5° hébergement pour handicapés;

6° centre de revalidation et centre de jour;

7° service agréé et subventionné par le Fonds communautaire d'intégration sociale des handicapés et le Fonds des soins médico-socio-pédagogiques,

la quote-part visée à l'alinéa 1er est réduite à 5 % si les travailleurs occupant les emplois de formateur ou de moniteur appartiennent au niveau 1, à 2,5 % s'ils appartiennent au niveau 2+, 2 ou 3, tandis que la prise en charge par la Région est totale s'ils appartiennent au niveau 4.

Ne sont pas considérées comme interruptions les périodes ci-après :

1° les périodes d'appel ou de rappel sous les drapeaux ou de service accompli en qualité d'objecteur de conscience;

2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en vertu des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° les périodes de chômage couvertes par un pécule de vacance.

Le Gouvernement wallon peut réduire de moitié les taux visés à l'alinéa 1er pour les projets qu'il désigne comme contribuant à une remise au travail effective dans les circuits traditionnels de l'emploi ou comme satisfaisant des besoins sociaux prioritaires non rencontrés. »

**Art. 6.** Dans l'article 6, § 5, alinéa 1er, du même décret, les mots, « , de niveau 2+ » sont insérés entre les mots « de niveau 1 » et « ou de niveau 2 ».

**Art. 7.** Le présent décret entre en vigueur au jour fixé par le Gouvernement wallon.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mai 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,  
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[S-C — 27313]

D. 94 — 1486

**19. MAI 1994. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 31. Mai 1990  
zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms  
zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1.** Im Wortlaut jedes Artikels des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor wird das Wort « Exekutive » durch die Wörter « Wallonische Regierung » ersetzt.

**Art. 2.** In Artikel 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 1° b. werden die Wörter « von Artikel 123 § 5 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit » durch die Wörter « von Artikel 30 Absatz 3 7° und von Artikel 42 § 2 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit » ersetzt;

2° in § 1 1° c. werden die Wörter « von Artikel 171octies oder 171nonies des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 » durch die Wörter « von Artikel 101 oder von den Artikeln 103 und 104 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 » ersetzt;

3° in § 1 1° e. werden die Wörter « Artikel 171bis des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 » durch die Wörter « Artikel 78 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 » ersetzt;

4° in § 2 1° werden die Wörter « Artikel 134 bis 138 bzw. 194 bis 198 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 » durch die Wörter « Artikel 51 und 52 oder 153 bis 156 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 » ersetzt.

**Art. 3.** Ein Artikel 2bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

« Artikel 2bis. In Abweichung von Artikel 2 können die Stellen als Ausbilder oder Betreuer für Aktivitäten bezüglich der Ausbildung, der sozialberuflichen Eingliederung bzw. Wiedereingliederung in den Vereinigungen für die sozialberufliche Eingliederung, den Unternehmen für berufliche Ausbildung, den integrierten Entwicklungsaktionen, die eine Ausbildung durch die Arbeit gewährleisten, den Förderschulen und den Vereinigungen zur Alphabetisierung, den Zentren für die ständige Weiterbildung, den beschützenden Werkstätten, den Wohngemeinschaften für Behinderte, den Zentren zur Rehabilitation, den Tagesstätten und den anderen vom « Fonds communautaire d'intégration sociale des handicapés » (Gemeinschaftlichen Fonds für die soziale Eingliederung der Behinderten) und vom « Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés » (Fonds für die sozio-medizinische-pädagogische Fürsorge für Behinderte) zugelassenen und bezuschußten Dienststellen, von Arbeitsuchenden besetzt werden, die am Tag ihrer Vorstellung durch den Vermittlungsdienst des « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) vollzeitarbeitslos sind und die Arbeitslosen- oder Wartegeld für jeden Tag der Woche beziehen, oder die das durch Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum vorgesehene Existenzminimum beziehen.

Die Wallonische Regierung bestimmt die in Absatz 1 erwähnten Tätigkeitsbereiche. »

**Art. 4.** Artikel 6 § 3 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 3. Unbeschadet der Anwendung der §§ 4 und 5 und der Artikel 7 und 17 übernimmt die Region die in § 1 vorgesehene Entlohnung der Arbeitnehmer und die in § 2 vorgesehenen Beiträge, nach Abzug eines Beitrags des Arbeitgebers, der 20 % für Arbeitnehmer der Stufe 1, 15 % für Arbeitnehmer der Stufe 2+ oder 2, 10 % für Arbeitnehmer der Stufe 3 und 5 % für Arbeitnehmer der Stufe 4 entspricht.

Für den Arbeitgeber, der einem der folgenden Aktivitätenbereiche angehört:

1° Vereinigung zur sozialberuflichen Eingliederung, Unternehmen für berufliche Ausbildung, integrierte Entwicklungsaktion, die eine Ausbildung durch die Arbeit gewährleistet;

2° Förderschule und Vereinigung zur Alphabetisierung;

3° Beschützende Werkstatt;

4° Zentrum für ständige Ausbildung;

5° Wohngemeinschaft für Behinderte;

6° Rehabilitationszentrum und Tagesstätte;

7° Durch den Gemeinschaftlichen Fonds für die soziale Eingliederung der Behinderten und den Fonds für die sozio-medizinische-pädagogische Fürsorge für Behinderte anerkannter und subventionierter Dienst, wird der in Absatz 1 erwähnte Beitrag auf 15 % verringert, wenn die Arbeitnehmer, die als Auszubildende oder Betreuer beschäftigt sind, der Stufe 1 angehören, auf 10 %, wenn sie der Stufe 2+ oder 2 angehören, auf 5 %, wenn sie der Stufe 3 angehören. Die Region übernimmt alle genannten Kosten, wenn die betreffenden Arbeitnehmer der Stufe 4 angehören. »

**Art. 5.** Artikel 6 § 4 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 4. Die Einstellung von Vollzeitarbeitslosen, die seit wenigstens zwei Jahren ununterbrochen Arbeitslosenunterstützung beziehen, ermöglicht dem Arbeitgeber, der sie beschäftigt, während einer Zeitspanne von maximal drei Jahren in den Genuß einer Übernahme ihrer Entlohnung und der betreffenden Sozialversicherungsbeiträge durch die Region zu gelangen, abzüglich 10 %, wenn sie der Stufe 1 angehören und 5 %, wenn sie den Stufen 2+, 2 oder 3 angehören. Die Region übernimmt alle genannten Kosten, wenn die betreffenden Arbeitnehmer der Stufe 4 angehören.

(1) Sitzungsperiode 1993-1994 :

Dokumente des Rates 224 (1993-1994) Nrn. 1 bis 6.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 5. Mai 1994.

Diskussion — Abstimmung.

Für den Arbeitgeber, der einem der folgenden Aktivitätsbereiche angehört:

- 1° Vereinigung zur sozialberuflichen Wiedereingliederung, Unternehmen für berufliche Ausbildung, integrierte Entwicklungsaktion, die eine Ausbildung durch die Arbeit gewährleistet;
- 2° Förderschule und Vereinigung zur Alphabetisierung;
- 3° Beschützende Werkstatt;
- 4° Zentrum für ständige Ausbildung;
- 5° Wohngemeinschaft für Behinderte;
- 6° Rehabilitationszentrum und Tagesstätte;

7° Durch den Gemeinschaftlichen Fonds für die soziale Eingliederung der Behinderten und den Fonds für die sozio-medizinische-pädagogische Fürsorge für Behinderte anerkannter und subventionierter Dienst, wird der in Absatz 1 erwähnte Beitrag auf 5 % verringert, wenn die Arbeitnehmer, die als Ausbilder oder Betreuer tätig sind der Stufe 1 angehören, und auf 2,5 %, wenn sie den Stufen 2+, 2 oder 3 angehören. Die Region übernimmt alle genannten Kosten, wenn die betreffenden Arbeitnehmer der Stufe 4 angehören.

Die nachstehenden Zeitspannen sind nicht als Arbeitsunterbrechungen zu betrachten:

- 1° die Zeitspannen der Einberufung oder der Wiedereinberufung unter die Fahne oder der als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen geleistete Dienst;
- 2° die Zeitspannen, die zur Zahlung einer Entschädigung aufgrund der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen über die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität geführt haben;
- 3° die durch Urlaubsgeld abgedeckten Zeitspannen der Arbeitslosigkeit.

Die Wallonische Regierung ist befugt, die in Absatz 1 genannten Prozentsätze um die Hälfte zu verringern, wenn Projekte, die ihrer Auffassung nach zu einer effektiven Wiederbeschäftigung auf den traditionellen Arbeitsmärkten beitragen oder noch zu erfüllende prioritäre Sozialbedürfnisse befriedigen. »

Art. 6. In Artikel 6 § 5 Absatz 1 des gleichen Dekrets werden die Worte « der Stufe 2+ » zwischen die Worte « der Stufe 1 » und « oder der Stufe 2 » eingefügt.

Art. 7. Vorliegendes Dekret tritt am durch die Wallonische Regierung festgelegten Tag in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 19. Mai 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,  
der Beschäftigung und der Berufsbildung,  
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,  
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,  
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

[S-C — 27313]

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 1486

19 MEI 1994. — Decreet tot wijziging van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In de bewoording van alle artikelen van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector wordt het woord « Executieve » vervangen door de woorden « Waalse Regering ».

(1) Zitting 1993-1994 :

Stukken van de Raad, 224 (1993-1994), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 5 mei 1994.

Bespreking — Stemming.

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 1, 1<sup>o</sup>, b., worden de woorden « artikel 123, § 5, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid » vervangen door de woorden « het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering »;

2<sup>o</sup> in § 1, 1<sup>o</sup>, c., worden de woorden « artikel 171 *octies* of 171 *nonies* van het voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963 » vervangen door de woorden « artikel 101 of artikelen 103 en 104 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 »;

3<sup>o</sup> in § 1, 1<sup>o</sup>, e., worden de woorden « artikel 171 *bis* van voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963 » vervangen door de woorden « artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 »;

4<sup>o</sup> in § 2, 1<sup>o</sup>, worden de woorden « artikelen 134 tot 138 of 194 tot 198 van het voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963 » vervangen door de woorden « artikelen 51 en 52 of 153 tot 156 van het koninklijk besluit van 25 november 1991. »

**Art. 3.** Een als volgt opgesteld artikel 2 *bis* wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Artikel 2 *bis*. In afwijking van artikel 2 kunnen werkzoekenden, die op de dag van hun aanbieding door de arbeidsbemiddelingsdiensten van de « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi », volledig werkloos zijn met recht op volledige werkloosheids- of wachtijdvergoedingen voor alle dagen van de week of recht hebben op het bestaansminimum voorzien bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, betrekkingen bekleden van opleider of instructeur tewerkgesteld in activiteiten van opleiding, socio-professionele inschakeling of herinschakeling in de verenigingen voor socio-professionele inschakeling, bedrijven van beroepsaanleer, geïntegreerde ontwikkelingsacties die een opleiding verzekeren door de arbeid, huiswerkscholen en alfabetiseringsverenigingen, centra van permanente opvoeding, beschutte werkplaatsen, verblijven voor minder-validen, revalidatiecentra, dagverblijfcentra en in andere diensten erkend en gesubsidieerd door de « Fonds communautaire d'intégration sociale des handicapés » en door de « Fonds des soins médico-socio-pédagogiques ».

De Waalse Regering bepaalt de in het eerste lid bedoelde activiteitensectoren. »

**Art. 4.** Artikel 6, § 3, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Onverminderd de toepassing van de hiernavolgende §§ 4 en 5 en van artikelen 7 en 17, neemt het Gewest en hare laste de in § 1 voorzien loon der werknemers en de in § 2 voorziene bijdragen voor sociale zekerheid, na aftrekking van een bijdrage van de werkgever gelijk aan 20 % indien de werknemers tot het niveau 1 behoren, aan 15 % indien zij tot de niveaus 2+ en 2 behoren, aan 10 % indien zij tot het niveau 3 behoren en aan 5 % indien zij tot het niveau 4 behoren.

Voor de werkgevers, die tot een der volgende activiteitensectoren behoren :

- 1<sup>o</sup> vereniging voor socio-professionele inschakeling, bedrijf van beroepsaanleer, geïntegreerde ontwikkelingsactie die een opleiding verzekert door de arbeid;
- 2<sup>o</sup> huiswerkschool en alfabetiseringsvereniging;
- 3<sup>o</sup> beschutte werkplaats;
- 4<sup>o</sup> centrum van permanente opvoeding;
- 5<sup>o</sup> verblijf voor minder-validen;
- 6<sup>o</sup> revalidatiecentrum en dagverblijfcentrum;
- 7<sup>o</sup> dienst erkend en gesubsidieerd door de « Fonds communautaire d'intégration sociale des handicapés » en door de « Fonds des soins médico-socio-pédagogiques », wordt de in het eerste lid bedoelde bijdrage teruggebracht tot 15 % indien de opleiders of instructeurs tot het niveau 1 behoren, tot 10 % indien zij tot het niveau 2+ en 2 behoren, 5 % indien zij tot het niveau 3 behoren, terwijl de tenlasteneming door het Gewest volledig is indien zij tot niveau 4 behoren. »

**Art. 5.** Artikel 6, § 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De indienstneming van volledig uitkeringsgerechtigde werklozen sinds minstens twee jaar, zonder onderbreking, biedt de gelegenheid aan de werkgever die ze in dienst heeft, gedurende een periode van maximum drie jaar, te genieten van een tenlasteneming door het Gewest van hun lonen en van de eraan verbonden bijdragen voor sociale zekerheid, na aftrekking van 10 % indien zij tot niveau 1 behoren en van 5 % indien zij tot de niveaus 2+, 2 of 3 behoren, terwijl de tenlasteneming door het Gewest volledig is indien zij tot niveau 4 behoren.

Voor de werkgevers die tot een der volgende activiteitensectoren behoren :

- 1<sup>o</sup> vereniging voor socio-professionele inschakeling, bedrijf van beroepsaanleer, geïntegreerde ontwikkelingsactie die een opleiding verzekert door de arbeid;
- 2<sup>o</sup> huiswerkschool en alfabetiseringsvereniging;
- 3<sup>o</sup> beschutte werkplaats;
- 4<sup>o</sup> centrum van permanente opvoeding;
- 5<sup>o</sup> verblijf voor minder-validen;
- 6<sup>o</sup> revalidatiecentrum en dagverblijfcentrum;
- 7<sup>o</sup> dienst erkend en gesubsidieerd door de « Fonds communautaire d'intégration sociale des handicapés » en door de « Fonds des soins médico-socio-pédagogiques », wordt de in het eerste lid bedoelde bijdrage teruggebracht tot 5 % indien de opleiders of instructeurs tot het niveau 1 behoren, tot 2,5 % indien zij tot het niveau 2+ en 2 behoren, 5 % indien zij tot het niveau 3 behoren, terwijl de tenlasteneming door het Gewest volledig is indien zij tot niveau 4 behoren.

De hiernavolgende vermelde periodes worden nochtans niet als onderbreking aanzien :

- 1<sup>o</sup> de periodes van oproeping of wederoproeping onder de wapens of van dienst verricht als gewetensbezwaarde;
- 2<sup>o</sup> de periodes die aanleiding hebben gegeven tot de betaling van een vergoeding krachtens de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit;
- 3<sup>o</sup> de periodes van werkloosheid gedekt door vakantiegeld.

De Waalse Regering kan de in het eerste lid bedoelde getallen tot de helft terugbrengen voor de projecten die zij aanziet als bijdrage voor een effectieve wedertewerkingstelling in de traditionele arbeidscircuits of die voldoen aan niet-beantwoorde sociale voorrangsbehoeften. »

Art. 6. In artikel 6, § 5, 1e lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « , van niveau 2+ » ingevoegd tussen de woorden « van niveau 1 » en « of van niveau 2 ».

Art. 7. Dit decreet wordt van kracht op de dag bepaald door de Waalse Regering.  
Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Namen, 19 mei 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,  
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 94 — 1487

[C — 27314]

19 MAI 1994. — Décret relatif à l'engagement de chômeurs  
affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Entreprises bénéficiaires*

Article 1er. Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans la limite des crédits budgétaires, allouer aux petites et moyennes entreprises une subvention destinée à couvrir en partie les rémunérations et cotisations sociales relatives à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets de développement.

Art. 2. Pour bénéficier de la subvention, l'entreprise doit :

1° être exploitée par une personne physique en qualité de commerçant ou par une personne morale, constituée sous la forme d'une société commerciale, d'un groupement européen d'intérêt économique ou d'un groupement d'intérêt économique, à l'exception des personnes morales de droit public;

2° avoir au moins un siège d'exploitation en Région wallonne;

3° être une petite ou moyenne entreprise conformément aux critères ci-après.

L'entreprise moyenne est celle :

1° occupant au maximum deux cent cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale;

2° et dont :

a) soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 20 millions d'écus;

b) soit le total du bilan n'excède pas 10 millions d'écus;

3° et dont 25 % au maximum du capital est détenu par une ou plusieurs entreprises qui ne satisfont pas aux critères définis aux 1° et 2° susvisés, qui ne sont ni des sociétés publiques de participation, ni des sociétés de capital à risque, ni, à condition qu'ils n'exercent aucun contrôle, des investisseurs institutionnels.

La petite entreprise est celle :

1° occupant au maximum cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale;

2° et dont :

a) soit le chiffre d'affaires ne dépasse pas 5 millions d'écus;

b) soit le total du bilan ne dépasse pas 2 millions d'écus;

3° et dont 25 % au maximum du capital est détenu par une ou plusieurs entreprises qui ne satisfont pas aux critères définis aux 1° et 2° susvisés, qui ne sont ni des sociétés publiques de participation, ni des sociétés de capital à risque, ni, à condition qu'ils n'exercent aucun contrôle, des investisseurs institutionnels.

Le Gouvernement peut adapter les critères définis aux alinéas 2 et 3 pour assurer la conformité du présent décret à l'article 92 du traité instituant la Communauté économique européenne signé à Rome le 25 mars 1957.

(1) Session 1993-1994 :

Documents du Conseil 219 (1993-1994) N° 1 à 3.

Compte rendu intégral. — Séance publique 5 mai 1994.

Discussion — Vote.